

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 1965

[C — 2003/29260]

**10 AVRIL 2003. — Décret-cadre relatif à la reconnaissance  
et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Définitions, champ d'application et principes généraux**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° Arts de la scène : les domaines d'expression artistique dont les créations et réalisations font appel à des artistes, artisans et techniciens et aux techniques des arts d'interprétation, et sont notamment diffusés sous la forme du spectacle vivant.

Ces domaines sont :

- a) l'art dramatique y inclus le théâtre action;
- b) l'art chorégraphique;
- c) la musique classique et contemporaine y inclus l'art lyrique;
- d) les musiques d'expression non classique;
- e) les arts forains, arts du cirque et arts de la rue.

2° Déséquilibre financier : la situation dans laquelle un opérateur présente, au terme d'un exercice, un résultat cumulé négatif dont le montant atteint au moins 10 % de l'ensemble des produits enregistrés pendant cet exercice. Ce pourcentage est ramené à 5 % pour les opérateurs qui présentent un ensemble de produits par exercice supérieur à 1.750.000 euros.

3° Exercice : exercice comptable annuel : au choix de l'opérateur, cet exercice se déroulera sur une année civile ou sur une saison.

4° Faisabilité financière : analyse du budget prévisionnel d'un opérateur.

5° Ministre : le ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant les arts de la scène dans ses attributions.

6° Plan d'assainissement : le contrat conclu entre la Communauté française et un opérateur pour une durée maximale fixée par le Gouvernement ayant pour objectif de préciser les modalités de résorption d'un déficit financier par exercice.

7° Plan financier : un document qui détermine un budget prévisionnel de l'activité, la part des charges réservées aux rémunérations du personnel artistique proportionnellement aux rémunérations du personnel dans son ensemble, la part réservée aux frais de fonctionnement ainsi que les recettes propres.

8° Recettes propres : tous les revenus d'un opérateur à l'exclusion de l'aide financière structurelle accordée par une autorité publique quelconque.

9° Théâtre action : pratique théâtrale qui poursuit avec des personnes socialement et culturellement défavorisées, des objectifs socioculturels.

**Art. 2.** Le présent décret vise :

1° les personnes morales

a) dont l'objet social relève, en ordre principal, d'une ou plusieurs activités reprises ci-après :

— la création, la production de spectacles ou l'édition d'œuvres qui relèvent exclusivement des domaines visés à l'article 1<sup>er</sup>, 1°, du présent décret;

— la promotion ou la diffusion d'œuvres qui relèvent des domaines visés à l'article 1<sup>er</sup>, 1°, du présent décret;

— la recherche et la formation continuée relevant des domaines visés à l'article 1<sup>er</sup>, 1°, du présent décret, à l'exclusion des matières relevant de l'enseignement artistique;

— l'information, les conseils et autres services offerts aux professionnels des arts de la scène;

b) et qui emploient du personnel, administratif ou artistique, dans le respect de la législation sociale belge;

2° les personnes physiques, qui en tant qu'artistes interprètes ou créateurs exercent une activité rémunérée relevant d'un domaine des arts de la scène, sans qu'il soit nécessaire que cette activité représente leurs ressources principales de revenus.

Ne sont pas visées par le présent décret les personnes qui se consacrent principalement au théâtre pour l'enfance et la jeunesse au sens du décret du 13 juillet 1994 relatif au Théâtre pour l'Enfance et la Jeunesse.

Le Gouvernement arrête les missions des compagnies de théâtre-action.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Les conditions de reconnaissance ou de subventionnement et leur mise en œuvre ne portent pas atteinte à la liberté d'expression.

§ 2. Sans préjudice des dispositions particulières qui y sont relatives, la reconnaissance et le subventionnement ne pourront pas intervenir au bénéfice, d'une part, des personnes morales ou, d'autre part, des personnes physiques qui appartiennent à un organisme ou une association dont il est établi par une décision de justice coulée en force de chose jugée qu'ils ne respectent pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des génocides commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

## TITRE II. — Des instances d'avis

### CHAPITRE Ier. — Nombre d'instances

**Art. 4.** Il est créé :

- 1° pour le domaine de l'art dramatique, le Conseil de l'Art dramatique;
- 2° pour le domaine de l'art chorégraphique, le Conseil de l'Art chorégraphique;
- 3° pour le domaine de la Musique classique et contemporaine, le Conseil de la Musique classique et contemporaine.
- 4° pour le domaine des musiques d'expression non classique, le Conseil des Musiques d'Expression non classique;
- 5° pour le domaine des arts forains, du cirque et de la rue, le Conseil des Arts forains, du Cirque et de la Rue;
- 6° pour les projets relevant de formes d'expression relevant de plusieurs domaines des arts de la scène, le Conseil interdisciplinaire des Arts de la Scène.

**Art. 5.** Lorsque le Gouvernement constate qu'au sein d'un Conseil, la charge de travail est trop importante ou qu'une partie des dossiers à examiner nécessite de manière durable, une expertise plus spécialisée, le Gouvernement crée, d'initiative ou sur proposition de ce Conseil, une instance supplémentaire. Le Gouvernement détermine l'appellation et les compétences de chaque nouvelle instance ainsi constituée, dans les limites des articles 6 et 7. Les missions ainsi arrêtées ne relèvent en ce cas plus de la compétence du Conseil correspondant. Il ne peut y avoir plus de deux instances compétentes pour chaque domaine visé à l'article 1<sup>er</sup>, 1°, alinéa 2, a) à e).

### CHAPITRE II. — Compétence

**Art. 6.** Outre les compétences qui lui sont conférées par les articles 45, 50, 55, 61, 65 et 71, chaque instance formule, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, tout avis ou recommandation relatif aux politiques menées dans le domaine des arts de la scène qui lui est attribué.

### CHAPITRE III. — Composition

**Art. 7.** Chaque instance est composée de douze membres choisis parmi les personnes reconnues pour leurs compétences, nommés par le Gouvernement.

Ces personnes ne peuvent être membres du Conseil de la Communauté française ou du Gouvernement.

Chaque instance est composée de membres représentant pour une moitié les tendances idéologiques et philosophiques et pour l'autre moitié, les utilisateurs.

**Art. 8.** Le Gouvernement désigne, pour chaque instance, un Président et un Vice-président.

L'un de ces mandats est confié à un membre représentant les tendances idéologiques et philosophiques et l'autre à un membre représentant les utilisateurs.

Aucun membre ne peut exercer simultanément plus d'un mandat de Président ou de Vice-président d'une instance visée aux articles 4 et 5.

**Art. 9.** Un membre ne peut être désigné que dans une seule des instances visées aux articles 4 et 5.

Toutefois, un membre d'une instance interdisciplinaire peut également siéger dans une autre instance.

Le Gouvernement peut déroger à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article, en cas d'impossibilité de constituer une instance d'avis par domaine.

### CHAPITRE IV. — Dispositions générales

**Art. 10.** Les membres des instances d'avis sont désignés pour cinq ans.

Leurs mandats sont renouvelables. Toutefois, aucune personne ne peut exercer plus de deux mandats successifs au sein des instances relevant du présent décret.

**Art. 11.** Les mandats des membres représentant les tendances idéologiques et philosophiques sont renouvelés dans les six mois qui suivent le renouvellement complet du Conseil de la Communauté française.

Les mandats des membres représentant les utilisateurs sont renouvelés 30 mois après le renouvellement des mandats des membres représentant les tendances.

**Art. 12.** En cas de démission, de décès, d'exclusion ou de toute autre vacance d'un membre, le Gouvernement pourvoit à son remplacement dans les deux mois de la notification de la démission. Le membre remplaçant termine le mandat du membre démissionnaire.

**Art. 13.** Les membres des instances siègent à titre personnel.

**Art. 14.** Seuls les membres des instances disposent d'une voix délibérative.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Le règlement d'ordre intérieur de chaque instance est communiqué sur simple demande à toute personne intéressée. Il prévoit notamment le calendrier des travaux de l'instance d'avis et les modalités de convocation. L'instance a la faculté de recueillir des informations auprès de tiers ou auprès des services du Gouvernement;

§ 2. Les membres ne peuvent prendre part aux débats et aux délibérations qui concernent des dossiers dans lesquels ils ont des intérêts privés ou professionnels.

§ 3. Les débats des instances sont secrets.

§ 4. L'instance se prononce dans le mois, lorsqu'elle est consultée sur un projet d'arrêté réglementaire pris en application du présent décret. Si ce délai n'est pas respecté, le Gouvernement peut prendre sa décision sans le rapport de l'instance.

**Art. 16.** L'instance ne délibère valablement que si au moins la moitié de ses membres est présente ou représentée conformément aux dispositions prévues dans son règlement d'ordre intérieur. En l'absence du quorum requis, l'instance est tenue d'organiser une séance dans le mois et délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les avis sont rendus à la majorité simple. En cas de parité, la voix du Président est prépondérante.

**Art. 17.** Dans les trois mois qui suivent la fin de l'exercice, chaque instance remet à la Conférence des Présidents et Vice-présidents son rapport d'activité de l'année écoulée ainsi que les perspectives d'avenir qui peuvent s'en dégager.

**Art. 18.** Si deux instances créées en vertu des articles 4 et 5 sont compétentes pour un même domaine ou pour les projets interdisciplinaires, elles se réunissent au moins une fois par an afin de coordonner leurs actions.

**Art. 19.** Les instances du domaine de la musique classique et contemporaine et du domaine des musiques d'expression non classiques se réunissent au moins une fois par an afin de coordonner leurs actions.

**Art. 20.** Les membres des instances signent le code de déontologie visé à l'article 21, 2°.

### TITRE III — De la Conférence des Présidents et Vice-présidents

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Compétence*

**Art. 21.** Il est créé une Conférence des Présidents et Vice-présidents chargée de :

1° Veiller à la coordination des instances créées en vertu des articles 4 et 5;

2° Elaborer, dans les 6 mois à dater de sa constitution, le code de déontologie applicable à l'ensemble des membres des instances. Le code de déontologie est approuvé par le Gouvernement et rendu public. Il précise les procédures d'exclusion des membres en cas de non-respect des principes qu'il instaure.

**Art. 22.** La Conférence des Présidents et Vice-présidents établit son rapport général dans lequel elle évoque, le cas échéant, des propositions relatives aux périodes à venir. Les rapports d'activité de chacune des instances sont annexés au rapport général et en font partie intégrante.

Le rapport général de la Conférence des Présidents et Vice-présidents est transmis au Gouvernement; celui-ci le communique au Conseil de la Communauté française et à l'Observatoire des politiques culturelles en y joignant le descriptif de ses décisions, au plus tard le 31 mai qui suit l'exercice visé.

Le Gouvernement communique le rapport général, sur simple demande, à toute personne intéressée.

#### CHAPITRE II. — *Composition*

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Les Présidents et Vice-présidents des instances créées en vertu des articles 4 et 5 constituent la Conférence des Présidents et Vice-présidents. Toutefois, si deux instances sont créées pour un même domaine ou pour les projets interdisciplinaires, seuls les présidents de ces instances sont membres de la Conférence.

Le Président et le Vice-Président de la Conférence sont désignés par le Gouvernement parmi ses membres.

§ 2. Le ministre ou son représentant et l'agent de l'administration désigné par le Gouvernement ou son représentant, sont invités aux réunions de la Conférence des Présidents et Vice-présidents.

### TITRE IV. — Du comité de concertation des Arts de la Scène

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Compétence*

**Art. 24.** Il est créé un comité de concertation des Arts de la Scène. Le comité de concertation remet, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, des avis ou recommandations sur toute question de politique générale relative aux Arts de la Scène.

Il est consulté préalablement à tout projet de décret ou d'arrêté réglementaire relatif au secteur professionnel des Arts de la Scène.

#### CHAPITRE II. — *Composition*

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Le comité de concertation des Arts de la Scène est composé :

1° du ministre ayant les Arts de la Scène dans ses attributions;

2° des membres de la Conférence des Présidents et Vice-présidents des instances d'avis des Arts de la Scène;

3° de l'agent de l'administration désigné par le Gouvernement;

4° des délégués des fédérations agréées des professionnels des Arts de la Scène.

§ 2. Le Gouvernement arrête le nombre de délégués des fédérations professionnelles, siégeant au comité.

Sur proposition des fédérations, le Gouvernement désigne les délégués de chaque fédération.

Les mandats des délégués sont de cinq ans, renouvelables une fois.

§ 3. Le président de la commission culture du Conseil de la Communauté française assiste aux réunions du comité à titre d'observateur.

**Art. 26.** Le Gouvernement désigne le président du comité de concertation.

#### CHAPITRE III. — *Fonctionnement*

**Art. 27.** Lorsque le comité est saisi d'une question de politique générale, les avis minoritaires ou divergents sont repris.

Lorsque le comité est consulté sur un projet de décret ou d'arrêté réglementaire, les membres visés à l'article 25, § 1<sup>er</sup>, 2° et 4°, disposent d'une voix délibérative. Les autres membres disposent d'une voix consultative.

**Art. 28.** Le comité peut se faire assister d'experts ou inviter toute personne qu'il juge utile à la réalisation de ses travaux ou de sa mission.

Le secrétariat du comité est assuré, sous l'autorité du Président, par un agent de l'administration, désigné par le Gouvernement.

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Le comité fixe son règlement d'ordre intérieur qui est approuvé par le Gouvernement.

Ce règlement prévoit notamment les règles de délibération du comité.

§ 2. Le comité ne délibère valablement que si au moins la moitié de ses membres est présente.

En l'absence du quorum requis, le comité est tenu d'organiser une séance dans le mois et délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les avis sont rendus à la majorité simple. En cas de parité, la voix du Président est prépondérante.

§ 3. Lorsque le comité est consulté sur un projet de décret ou d'arrêté réglementaire, il dispose d'un délai d'un mois pour rendre son avis. Si ce délai n'est pas respecté, le Gouvernement peut prendre sa décision sans le rapport du comité.

#### TITRE V. — De la reconnaissance

**Art. 30.** Pour pouvoir être reconnue en vertu du présent décret, la personne morale visée à l'article 2, 1<sup>o</sup>, ou la personne physique visée à l'article 2, 2<sup>o</sup>, doit :

1<sup>o</sup> être établie ou domiciliée en région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

2<sup>o</sup> développer des activités artistiques professionnelles ou des activités d'information, de conseils et autres services offerts aux professionnels des arts de la scène;

3<sup>o</sup> ne pas être une personne visée à l'article 3, § 2, du présent décret;

4<sup>o</sup> mener des activités qui s'adressent significativement aux publics de la Communauté française.

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. La demande de reconnaissance est adressée à l'administration qui en informe le Gouvernement.

§ 2. Si le demandeur est une personne morale, la demande comprend les éléments suivants :

1<sup>o</sup> une copie de ses statuts en vigueur à la date de la demande, tels que publiés au *Moniteur belge*;

2<sup>o</sup> le nom des personnes assurant ses directions artistique et administrative et leur curriculum vitae, le nombre de personnes y travaillant;

3<sup>o</sup> une liste actualisée des membres du conseil d'administration et de l'assemblée générale;

4<sup>o</sup> le rapport d'activité et les comptes et bilan de l'exercice précédent, le cas échéant;

5<sup>o</sup> une présentation de sa démarche artistique et culturelle.

§ 3. Si le demandeur est une personne physique, la demande comprend les éléments suivants :

1<sup>o</sup> une copie de sa carte d'identité;

2<sup>o</sup> un curriculum vitae;

3<sup>o</sup> une présentation de sa démarche artistique et culturelle.

**Art. 32.** Le Gouvernement octroie la reconnaissance lorsque les conditions prévues aux articles 30 et 31 sont remplies.

**Art. 33.** La reconnaissance est octroyée pour une période de cinq ans.

La personne reconnue est tenue d'informer l'administration de tout changement survenu dans ses statuts ou dans les critères visés aux articles 30 et 31.

Lorsque la personne reconnue ne respecte plus les conditions visées aux articles 30 et 31, le Gouvernement lui retire sa reconnaissance.

**Art. 34.** Le Gouvernement arrête la procédure de reconnaissance, de renouvellement de reconnaissance, d'information et de recours du demandeur.

La procédure visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> prévoit au minimum :

— les modalités d'information du demandeur en cas de refus de reconnaissance ou en cas de refus de renouvellement de reconnaissance;

— en cas de refus de reconnaissance ou en cas de refus de renouvellement de reconnaissance, la faculté pour le demandeur que sa demande fasse l'objet d'un avis de l'instance compétente au regard de l'activité du demandeur avant d'être réexaminée par le Gouvernement.

#### TITRE VI. — Des aides financières

##### CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

**Art. 35.** Il existe quatre types d'aides financières :

1<sup>o</sup> la bourse;

2<sup>o</sup> l'aide ponctuelle;

3<sup>o</sup> la convention;

4<sup>o</sup> le contrat-programme.

**Art. 36.** § 1<sup>er</sup>. Après consultation de l'instance compétente, le Gouvernement arrête par domaine et par type d'activité, les échéances auxquelles les demandes d'aides sont adressées à l'administration.

§ 2. L'administration délivre au demandeur un accusé de réception et vérifie dans le mois l'adéquation des éléments composant la demande. Dans l'hypothèse où le dossier est incomplet, elle en avertit le demandeur. Le demandeur dispose d'un nouveau délai de 1 mois pour transmettre les pièces manquantes; si le demandeur ne se manifeste pas au terme de ce délai, la demande est considérée comme irrecevable de plein droit.

§ 3. S'agissant des demandes de contrats-programmes et conventions, les délais visés au § 2 du présent article, sont doublés.

**Art. 37.** Les dossiers recevables sont inscrits, par ordre d'arrivée, à l'ordre du jour de la réunion de l'instance compétente, sauf si le règlement d'ordre intérieur de celle-ci prévoit une procédure particulière d'examen, par type de dossiers.

**Art. 38.** Le Gouvernement procède à l'octroi et au retrait éventuel d'aides financières.

**Art. 39.** Les aides financières sont accordées dans les limites des crédits budgétaires disponibles de la Communauté française.

**Art. 40.** Après consultation de l'instance compétente, le Gouvernement arrête, par domaine et par types d'activités, les montants minimal et maximal des aides financières.

**Art. 41.** Le Gouvernement informe le bénéficiaire d'une aide, du montant de celle-ci et de ses modalités de liquidation.

#### CHAPITRE II. — *Des bourses*

**Art. 42.** Il existe deux types de bourses :

- 1° la bourse d'aide à la création artistique;
- 2° la bourse d'aide à la formation continuée ou à la recherche.

**Art. 43.** § 1<sup>er</sup>. Pour pouvoir bénéficier d'une bourse d'aide à la création artistique, il faut :

- 1° être une personne physique reconnue en vertu du présent décret;
- 2° présenter et décrire son projet de création original par une note d'intention;
- 3° faire valoir son activité ou son intérêt pour le domaine dans lequel la bourse est sollicitée.

Le Gouvernement arrête les conditions particulières d'obtention de bourses, par domaine ou pour les projets interdisciplinaires.

§ 2. Pour pouvoir bénéficier d'une bourse d'aide à la formation continuée ou à la recherche, il faut :

- 1° être une personne physique reconnue en vertu du présent décret;
- 2° démontrer la qualité professionnelle du partenaire avec lequel la formation continuée est effectuée;
- 3° préciser son projet artistique et son intention culturelle.

Une même personne ne peut bénéficier de plus de trois bourses à la formation continuée.

**Art. 44.** L'administration examine la demande sous la forme d'un rapport type qu'elle transmet à l'instance compétente.

**Art. 45.** L'instance évalue la valeur artistique du projet.

Elle émet un avis motivé sur l'opportunité d'octroyer une bourse et le montant de celle-ci. A cette fin, l'instance s'appuie notamment sur les critères d'évaluation suivants :

- 1° l'intérêt artistique et culturel du projet, notamment son aspect original;
- 2° l'adéquation entre le montant de la bourse demandée et le projet artistique.

**Art. 46.** § 1<sup>er</sup>. La personne bénéficiaire d'une bourse adresse à l'administration son rapport d'activité dans les délais fixés par le Gouvernement.

Lorsque le rapport ne lui est pas adressé dans les délais impartis, l'administration adresse à la personne un rappel et, à défaut de réception du rapport dans le mois, une mise en demeure par voie recommandée. Le délai dans lequel il doit être satisfait à cette mise en demeure est de 15 jours.

A défaut de remettre son rapport, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucun autre régime de subvention.

§ 2. S'agissant de la bourse d'aide à la création artistique, le bénéficiaire joint une copie de l'œuvre ou, à défaut, les éléments attestant de la réalisation de celle-ci.

Si le boursier considère que l'œuvre auquel il a abouti n'est pas satisfaisante, il le précise et fait valoir le niveau d'accomplissement auquel il est arrivé.

#### CHAPITRE III. — *Des aides ponctuelles*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Conditions d'octroi*

**Art. 47.** Pour pouvoir bénéficier d'une aide ponctuelle, le demandeur doit être une personne physique ou morale reconnue en vertu du présent décret et ne pas disposer d'un contrat-programme dans le domaine des arts de la scène.

##### *Section 2. — Procédure d'octroi*

**Art. 48.** La demande d'aide ponctuelle comporte les éléments suivants :

- 1° une description du projet d'activités pour lequel est sollicitée la subvention et, lorsque la demande vise une coproduction, l'accord liant les parties;
- 2° un budget prévisionnel afférent à ce projet;
- 3° une note relative au volume des activités prévues;
- 4° un plan de diffusion du projet;
- 5° une description du public visé.

**Art. 49.** L'administration examine la demande, sous forme d'un rapport type qu'elle transmet à l'instance d'avis compétente, sur la base de critères objectivables, notamment :

- 1° l'audience potentielle;
- 2° le volume d'emploi;
- 3° le volume d'activité;
- 4° la faisabilité financière du projet.

**Art. 50.** L'instance évalue la valeur artistique du projet.

Elle émet un avis motivé sur l'opportunité d'octroyer une aide ponctuelle et le montant de celle-ci. A cette fin, l'instance prend en considération la spécificité du demandeur et s'appuie notamment sur les critères d'évaluation suivants :

- 1° la qualité artistique et culturelle du projet;
- 2° sa capacité de rayonnement en Communauté française;
- 3° l'adéquation entre le montant de l'aide ponctuelle demandée et le projet artistique.

L'instance prend également en considération la mise en valeur des œuvres des auteurs et compositeurs contemporains de la Communauté française ou l'utilisation de formes ou expressions les plus nouvelles du domaine concerné.

**Art. 51.** § 1<sup>er</sup>. La personne bénéficiaire d'une aide ponctuelle adresse à l'administration son rapport d'activité dans les délais fixés par le Gouvernement.

Ce rapport reprend au moins les éléments suivants :

- 1° une évaluation artistique et culturelle;
- 2° le volume d'emploi, notamment artistique, généré par le projet;
- 3° le volume d'activité;
- 4° l'audience;
- 5° les bilans et comptes de l'activité subventionnée.

§ 2. Lorsque le rapport ne lui est pas adressé dans les délais impartis, l'administration adresse à la personne un rappel et, à défaut de réception du rapport dans le mois, une mise en demeure par voie recommandée. Le délai dans lequel il doit être satisfait à cette mise en demeure est de 15 jours.

§ 3. A défaut de remettre son rapport, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucun autre régime de subvention.

#### CHAPITRE IV. — *Des conventions*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Conditions d'octroi*

**Art. 52.** Pour être bénéficiaire du régime de convention, le demandeur doit :

- 1° être une personne physique ou morale reconnue en vertu du présent décret;
- 2° établir un compte de résultat et une situation bilantaire conformément aux principes et règles usuelles de la comptabilité en partie double;
- 3° justifier, durant les trois années qui précèdent la demande, d'une période d'activité professionnelle régulière dans le secteur des arts de la scène ou, dans l'année qui précède la demande, d'une convention ou d'un contrat-programme venant à échéance au cours de l'année durant laquelle la demande est introduite;
- 4° s'il s'agit d'une première convention, être en équilibre financier; s'il s'agit d'une demande de renouvellement de convention et lorsqu'il présente un déséquilibre financier, disposer d'un plan d'assainissement approuvé par le Gouvernement; s'il s'agit d'un demandeur bénéficiaire d'un contrat-programme venant à échéance et qui présente un déséquilibre financier, disposer d'un plan d'assainissement approuvé par le Gouvernement;
- 5° ne pas bénéficier d'un contrat-programme en vertu du présent décret autre que celui visé au 3°.

##### *Section 2. — Procédure d'octroi*

**Art. 53.** La demande de convention comporte les éléments suivants :

- 1° une description du projet d'activités pour lequel est sollicitée la convention;
- 2° le bilan et le compte de résultat de l'exercice qui précède;
- 3° pour la durée de la convention :
  - a) un plan financier afférent à ce projet;
  - b) le volume des activités prévues;
  - c) la description du public visé;
- 4° un descriptif des activités menées durant les trois dernières années au minimum, dont les activités soutenues en vertu du présent décret. S'agissant d'un renouvellement, et compte tenu de la spécificité du demandeur, ce descriptif comprend notamment l'évolution du volume d'activité et de la fréquentation annuelle ainsi que l'évolution des recettes et de la billetterie le cas échéant et le volume d'emploi, notamment artistique, généré par l'activité;
- 5° les noms et qualités des personnes physiques représentant l'opérateur signataire de la convention, dont sa direction artistique.

**Art. 54.** L'administration examine la demande, sous forme d'un rapport type qu'elle transmet à l'instance d'avis compétente, sur la base de critères objectivables, notamment :

- 1° pour la période à couvrir par la convention :
  - a) le volume d'emploi, notamment artistique;
  - b) le volume d'activité envisagé;
  - c) l'audience visée;
  - d) la faisabilité financière du projet.
- 2° s'agissant d'un renouvellement, l'évolution, pour les trois dernières années, des critères suivants :
  - a) le volume d'emploi, notamment artistique;
  - b) le volume d'activité;
  - c) l'audience touchée;
  - d) les recettes propres, dont le cas échéant la billetterie.

**Art. 55.** L'instance évalue la valeur artistique du projet.

Elle émet un avis motivé sur l'opportunité d'octroyer une convention et le montant de celle-ci. A cette fin, l'instance prend en considération la spécificité du demandeur et s'appuie notamment sur les critères d'évaluation suivants :

- 1° la qualité artistique et culturelle du projet;
- 2° sa capacité de rayonnement en Communauté française;
- 3° l'adéquation entre le montant de la convention demandée et le projet artistique;
- 4° l'opportunité d'une stabilisation.

L'instance prend également en considération la mise en valeur des œuvres des auteurs et compositeurs contemporains de la Communauté française ou l'utilisation de formes ou expressions les plus nouvelles du domaine concerné.

#### *Section 3. — Durée*

**Art. 56.** La convention couvre une période de deux ou de quatre ans.

#### *Section 4. — Contenu*

**Art. 57.** La convention contient au minimum les éléments suivants :

- 1° la date d'entrée en vigueur et la date d'échéance;
- 2° le montant de la subvention accordée et ses modalités de liquidation;
- 3° les missions artistiques et les objectifs fixés pour la période de subventionnement;
- 4° les activités prévues pour la période de subventionnement;
- 5° les engagements d'équilibre financier de l'opérateur;
- 6° les modalités de modification, suspension, résiliation et renouvellement de la convention;
- 7° le délai dans lequel l'opérateur transmet son rapport d'activité à l'administration.

#### *Section 5. — Evaluation*

**Art. 58.** § 1<sup>er</sup>. L'opérateur conventionné transmet à l'administration, au terme de chaque exercice écoulé, un rapport d'activité comprenant au minimum les éléments suivants :

- 1° un rapport moral;
- 2° un bilan et comptes de l'exercice écoulé, établi conformément aux lois et règlements comptables en vigueur;
- 3° l'audience touchée.

L'opérateur présente également, pour l'exercice suivant, ses projets artistiques et le budget prévisionnel.

§ 2. Lorsque le rapport ne lui est pas adressé dans le délai imparti, l'administration adresse à l'opérateur un rappel et à défaut de réception dans le mois, une mise en demeure par voie recommandée. Le délai dans lequel il doit être satisfait à cette mise en demeure est de 15 jours.

Le versement des subventions est suspendu jusqu'à ce que l'opérateur ait transmis le rapport.

A défaut de remettre son rapport, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucun autre régime de subvention.

**Art. 59.** Lorsque la convention est octroyée pour une durée de 4 années, l'opérateur adresse à l'administration, dans les 3 mois qui suivent deux exercices révolus, un rapport d'évaluation sur le niveau d'exécution de sa convention. Dans les délais fixés par le Gouvernement, l'administration transmet à l'instance compétente, ce rapport d'évaluation. Elle l'assortit de commentaires et, le cas échéant, de propositions.

#### *Section 6. — Renouvellement*

**Art. 60.** Au plus tard avant la fin du premier trimestre du dernier exercice couvert par la convention, le bénéficiaire d'une convention informe l'administration de son souhait de voir celle-ci renouvelée.

Le demandeur du renouvellement transmet à l'administration une actualisation des documents décrits à l'article 53 ainsi qu'un descriptif des activités menées sous le régime de la convention arrivant à terme, en particulier le degré d'exécution des missions qui y figurent. Le renouvellement d'une convention s'effectue suivant les mêmes modalités que l'octroi d'une convention.

#### *Section 7. — Suspension, modification, résiliation*

**Art. 61.** Les modalités de suspension, modification, résiliation sont fixées par le Gouvernement. Aucune convention ne peut être suspendue, modifiée ou résiliée sans avoir été soumise au préalable à l'avis de l'instance compétente.

### *CHAPITRE V. — Des contrats-programmes*

#### *Section 1<sup>re</sup>. — Conditions d'octroi*

**Art. 62.** Pour être bénéficiaire du régime de contrat-programme, l'opérateur doit :

- 1° être une personne morale reconnue en vertu du présent décret;
- 2° établir un compte de résultat et une situation bilantaire conformément aux principes et règles usuels de la comptabilité en partie double;
- 3° avoir bénéficié du régime de convention ou de contrat-programme durant les trois exercices précédant la demande;
- 4° s'il s'agit d'un premier contrat-programme, être en équilibre financier ou, s'il s'agit d'un renouvellement, disposer d'un plan d'assainissement approuvé par le Gouvernement lorsqu'il présente un déséquilibre financier.

*Section 2. — Procédure d'octroi*

**Art. 63.** La demande de contrat-programme comporte les éléments suivants :

- 1° une description du projet d'activités pour lequel est sollicité le contrat-programme;
- 2° le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent;
- 3° pour la durée du contrat-programme :
  - a) le plan financier afférent à ce projet;
  - b) le volume des activités prévues;
  - c) le plan de diffusion ou de promotion du projet;
  - d) la description du public visé;
- 4° un descriptif des activités menées dans les trois dernières années, dont les activités soutenues en vertu des dispositions du présent décret par aide ponctuelle ou convention;
- 5° les noms et titres des personnes représentant l'opérateur signataire du contrat et de sa direction artistique.

**Art. 64.** L'administration examine, sous forme d'un rapport type qu'elle transmet à l'instance d'avis compétente, la demande sur la base de critères objectivables, notamment :

- 1° pour la période à couvrir par le contrat-programme :
  - a) le volume d'emploi, notamment artistique;
  - b) le volume d'activité envisagé;
  - c) l'audience visée;
  - d) le plan de diffusion ou de promotion;
- 2° un descriptif de l'évolution, pour les trois dernières années, des critères suivants :
  - a) l'emploi, notamment artistique;
  - b) le volume d'activité;
  - c) l'audience touchée;
  - d) les recettes propres, notamment la billetterie;
  - e) la politique de prix;
  - f) le nombre de représentations et de productions;
- 3° la répartition géographique des activités et des publics;
- 4° les collaborations menées, le cas échéant, avec d'autres partenaires culturels, communautaires ou internationaux;
- 5° la faisabilité financière du projet.

**Art. 65.** L'instance évalue la valeur artistique du projet.

Elle émet un avis motivé sur l'opportunité d'octroyer un contrat-programme et le montant de celui-ci. A cette fin, l'instance prend en considération la spécificité du demandeur et s'appuie notamment sur les critères d'évaluation suivants :

- 1° la qualité artistique et culturelle du projet;
- 2° sa capacité de rayonnement en Communauté française ou à l'échelle internationale;
- 3° l'adéquation entre le montant du contrat-programme demandé et le projet artistique;
- 4° l'opportunité d'une stabilisation.

L'instance prend également en considération la mise en valeur des œuvres des auteurs et compositeurs contemporains de la Communauté française ou l'utilisation de formes ou expressions les plus nouvelles du domaine concerné.

*Section 3. — Durée*

**Art. 66.** Tout contrat-programme couvre une période de 5 ans.

*Section 4. — Contenu*

**Art. 67.** § 1<sup>er</sup>. Le contrat-programme contient au minimum les éléments suivants :

- 1° la date d'entrée en vigueur et la date d'échéance;
- 2° le montant de la subvention de fonctionnement et ses modalités de liquidation;
- 3° les missions artistiques poursuivies par l'opérateur;
- 4° pour la durée du contrat-programme :
  - a) la part du total des charges affectée à la masse salariale, ainsi que la part de la masse salariale affectée à la masse salariale artistique, exprimées en pourcents sur la durée du contrat-programme;
  - b) le volume d'emploi;
  - c) les obligations souscrites, le cas échéant, en matière de décentralisation des spectacles et de coproduction;
  - d) le volume d'activités prévues;
- 5° les engagements d'équilibre financier de l'opérateur;

- 6° les modalités de contrôle financier exercé par la Communauté française;
- 7° les modalités de suspension, modification, résiliation et renouvellement du contrat-programme;
- 8° les modalités relatives au plan d'assainissement s'il y a lieu;
- 9° le délai dans lequel l'opérateur transmet son rapport d'activité à l'administration.

§ 2. L'opérateur a l'obligation de réaliser au minimum 12,5 % de recettes propres telles que définies à l'article 1, 8°, du présent décret, sur la durée de son contrat programme. Après consultation des instances compétentes, le Gouvernement arrête les types d'activités qui en vertu des objectifs poursuivis, dérogent à l'alinéa précédent.

§ 3. Le contrat-programme d'un opérateur jouissant d'un lieu de représentation et dont une partie de la subvention est consacrée à son fonctionnement peut imposer à cet opérateur d'accueillir ou de prendre en résidence des personnes morales ou physiques reconnues au sens du présent décret, ne jouissant pas d'une telle subvention. Les modalités sont précisées, le cas échéant, dans le contrat-programme.

#### Section 5. — Evaluation

**Art. 68.** § 1<sup>er</sup>. L'opérateur contrat-programmé transmet à l'administration, au terme de chaque exercice écoulé, selon le modèle déterminé par le Gouvernement, un rapport d'activité comprenant au minimum les éléments suivants :

- 1° un rapport moral;
- 2° les bilan et comptes de l'exercice écoulé, établi conformément aux lois et règlement comptables en vigueur;
- 3° les chiffres de fréquentation;
- 4° le degré d'exécution des obligations définies en vertu de l'article 67.

L'opérateur présente également, pour l'exercice suivant, ses projets artistiques et le budget prévisionnel.

§ 2. Lorsque le rapport n'est pas adressé dans le délai imparti, l'administration adresse à l'opérateur un rappel et à défaut de réception dans le mois, une mise en demeure par voie recommandée. Le délai dans lequel il doit être satisfait à cette mise en demeure est de 15 jours. Le versement des subventions est suspendu jusqu'à ce que l'opérateur ait transmis le rapport.

A défaut de remettre son rapport, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucun autre régime de subvention.

**Art. 69.** Dans les trois mois qui suivent la mi-parcours de son contrat-programme, l'opérateur adresse à l'administration un rapport d'évaluation sur le niveau d'exécution de celui-ci. Dans les délais fixés par le Gouvernement, l'administration transmet à l'instance compétente, ce rapport d'évaluation. Elle l'assortit de commentaires et, le cas échéant, de propositions.

#### Section 6. — Renouvellement

**Art. 70.** Au plus tard avant la fin du premier trimestre du dernier exercice couvert par un contrat-programme, son bénéficiaire informe l'administration de son souhait de voir celui-ci renouvelé.

Le demandeur du renouvellement transmet à l'administration une actualisation des documents décrits à l'article 63 ainsi qu'un descriptif des activités menées sous le régime du contrat-programme arrivant à terme, en particulier le degré d'exécution des missions qui y figurent. Le renouvellement du contrat-programme s'effectue suivant les mêmes modalités que l'octroi d'un contrat-programme.

#### Section 7. — Suspension, modification, résiliation

**Art. 71.** Les modalités de modification, suspension, résiliation sont fixées par le Gouvernement. Aucun contrat-programme ne peut être suspendu, modifié ou résilié sans avoir été soumis au préalable à l'avis de l'instance compétente.

### TITRE VII. — De l'information à l'Observatoire des politiques culturelles

**Art. 72.** Afin d'assurer la mise à jour des activités des opérateurs actifs en Communauté française et le suivi de leur évolution, l'administration transmet tous documents pertinents, à l'Observatoire des politiques culturelles. Elle transmet notamment les rapports d'activités et les données actualisées, qui lui sont adressées par les opérateurs, à l'occasion des demandes de renouvellement d'aides pluriannuelles.

### TITRE VIII. — Des représentants du Gouvernement et des intendants

**Art. 73.** Après avis de l'instance compétente, le Gouvernement peut, lorsque la situation de l'opérateur le justifie, conditionner l'octroi de subventions à la présence d'un de ses représentants au sein des organes de gestion des opérateurs bénéficiaires d'une convention ou d'un contrat-programme.

Le Gouvernement fixe les missions qu'il confie à ce représentant et en communique la teneur aux opérateurs concernés.

**Art. 74.** Le Gouvernement désigne un ou plusieurs intendants chargés des missions générales suivantes :

1° apporter aux opérateurs subventionnés tout conseil en matière de gestion financière et administrative, dans le strict respect des dispositions de l'article 3;

2° apporter un appui aux services du Gouvernement dans le processus de formation et d'évaluation des conventions et contrats-programmes;

3° veiller à ce que les décisions prises par les opérateurs subventionnés soient conformes aux lois, décrets, arrêtés et règlements en vigueur.

Le Gouvernement peut nommer des intendants chargés de domaines particuliers, tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>, 1°. Le Gouvernement peut désigner un coordinateur des intendants, chargé de l'organisation et de la coordination générale de leurs travaux. Le Gouvernement fixe les pouvoirs et moyens dont les intendants disposent pour mener à bien leurs missions.

**Art. 75.** Les intendants font rapport de leurs missions au Gouvernement, à l'instance compétente et à l'Observatoire des politiques culturelles.

**Art. 76.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un opérateur bénéficiant d'un contrat-programme ou d'une convention présente un déséquilibre financier, il est tenu de soumettre à l'approbation du Gouvernement, dans le mois suivant le constat de ce déséquilibre, un plan d'assainissement permettant un retour à l'équilibre financier.

Ce plan d'assainissement est soumis à l'avis de l'intendant compétent.

Si l'opérateur ne présente pas son plan d'assainissement dans le délai visé à l'alinéa 1, le Gouvernement impose un plan d'assainissement.

§ 2. Lorsqu'un opérateur bénéficiant d'un contrat-programme ou d'une convention présente un déséquilibre financier et que, au terme d'un exercice, cet opérateur présente une structure bilantaire dans laquelle l'excédent des capitaux circulants sur les actifs circulants engendre, de manière répétée, des actions exercées contre lui par des tiers créanciers, ou le menace d'aboutir à une situation de cessation de paiement, le Gouvernement, ayant été informé de ce type d'action, impose un plan d'assainissement.

§ 3. Si l'opérateur refuse de se conformer au plan d'assainissement imposé par le Gouvernement, l'opérateur est déchu de ses droits à la subvention et le contrat-programme ou la convention est résilié de plein droit.

§ 4. Le Gouvernement charge un ou plusieurs intendants de contrôler la mise à exécution du plan d'assainissement et de lui faire rapport, ainsi qu'à l'instance d'avis compétente. Le non-respect du plan d'assainissement par un opérateur entraîne la déchéance de ses droits à la subvention et le contrat-programme ou la convention est résilié de plein droit.

## TITRE IX. — Dispositions finales

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions abrogatoires et modificatives

**Art. 77.** § 1<sup>er</sup>. Sont abrogés :

1° le décret-cadre du 5 mai 1999, relatif à la reconnaissance et au subventionnement des secteurs professionnels des Arts de la Scène;

2° l'arrêté royal du 9 septembre 1981, portant création du Conseil supérieur de l'Art dramatique publié au *Moniteur belge* du 8 juin 1984, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française de Belgique du 27 mars 1986, publié au *Moniteur belge* du 19 juillet 1986;

3° l'arrêté du 30 décembre 1988 instituant une Commission consultative de l'Art de la danse;

4° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française de Belgique du 22 janvier 1990, portant des mesures d'aide aux projets de création et de diffusion théâtrales, modifié par l'arrêté du 2 mai 1990, modifié par l'arrêté du 16 mai 1997;

5° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 mars 1990, instituant une commission consultative de la composition musicale;

6° l'arrêté de l'Exécutif du 21 juin 1990, instituant une Commission consultative des musiques non classiques.

§ 2. L'article 15, 4°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création de l'observatoire des politiques culturelles du 26 avril 2001 est remplacé par la disposition suivante :

« le (la) Président(e) de la Conférence des Présidents et Vice-présidents du secteur professionnel des Arts de la Scène ou son représentant. ».

### CHAPITRE II. — Dispositions transitoires

**Art. 78.** § 1<sup>er</sup>. Le présent décret s'applique aux contrats-programmes et conventions en cours.

§ 2. Les opérateurs bénéficiaires de contrats-programmes et de conventions, ainsi que les opérateurs ayant reçu une subvention ponctuelle dans les trois années qui précèdent l'entrée en vigueur du décret, sont réputés être reconnus au sens du présent décret.

Un arrêté de reconnaissance leur est adressé dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 79.** Jusqu'à l'entrée en vigueur des arrêtés visés aux articles 2, alinéa 3, et 67, § 2, alinéa 2, du présent décret, les compagnies reconnues comme relevant du théâtre action, tel que défini à l'article 1<sup>er</sup>, 9°, ne relèvent pas du présent décret.

**Art. 80.** A titre dérogatoire et jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2004, le Gouvernement peut conclure des contrats-programmes avec des opérateurs ne satisfaisant pas à l'article 62, 3°.

**Art. 81.** § 1<sup>er</sup>. Les instances d'avis du secteur des arts de la scène existant à la date d'entrée en vigueur du présent décret continuent à fonctionner tant qu'elles ne sont pas remplacées par des Conseils créés en application du présent décret. Elles appliquent l'ensemble des dispositions du présent décret à l'exception des dispositions relatives à la composition des instances d'avis.

§ 2. Par dérogation à l'article 10 du présent décret, les mandats des membres représentant les tendances idéologiques et philosophiques viennent à échéance au premier renouvellement du Conseil de la Communauté française qui suit l'entrée en vigueur du présent décret. Les mandats des membres représentant les utilisateurs viennent à échéance 30 mois après ce renouvellement.

**Art. 82.** L'article 24, alinéas 2 et 3, du présent décret entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté pris en application de l'article 25, § 2, alinéa 2.

Le rapport visé par l'article 22, alinéa 2, est remis pour la première fois au plus tard le 31 mai 2005.

**Art. 83.** Le présent décret entre en vigueur à une date fixée par le Gouvernement, et au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 avril 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme. F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

—  
Note

(1) *Session 2002-2003.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 359-1. — Amendements de commission, n° 359-2. — Rapport, n° 359-3. *Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. — Séance du 8 avril 2003.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 1965

[C — 2003/29260]

**10 APRIL 2003. — Kaderdecreet betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**TITEL I. — Definities, toepassingsgebied en algemene principes**

**Artikel 1.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° Podiumkunsten : de domeinen van de kunstuiting voor de creaties en de producties waarvoor er een beroep wordt gedaan op kunstenaars en vakmensen en op de technieken van de vertolkingskunsten en die met name in de vorm van levende vertoning worden verspreid.

Deze domeinen zijn :

- a) de dramatische kunst met inbegrip van het actietheater;
- b) de choreografische kunst;
- c) de klassieke en hedendaagse muziek, met inbegrip van de lyrische dichtkunst;
- d) de niet-klassieke kunst;
- e) de circuskunsten, de kermiskunsten en de straatkunsten.

2° Financieel onevenwicht : de toestand waarin een operator, op het einde van een boekjaar, een negatief gecumuleerd resultaat voorlegt waarvan het bedrag minstens 10 % bedraagt van alle geboekte opbrengsten tijdens dit boekjaar. Dit percentage wordt teruggebracht tot 5 % voor de operatoren wier opbrengst per boekjaar hoger ligt dan 1.750.000 euro.

3° Boekjaar : jaarlijks boekhoudkundig begrotingsjaar : dit boekjaar loopt, naar keuze van de operator, over een kalenderjaar of een seizoen.

4° Financiële haalbaarheid : analyse van het voorlopig budget van een operator.

5° Minister : de minister van de Franse Gemeenschapsregering bevoegd voor de Podiumkunsten.

6° Saneringsplan : het contract gesloten tussen de Franse Gemeenschap en een operator voor een maximumduur bepaald door Regering en dat tot doel heeft de wijzen nader te omschrijven om een financieel tekort per boekjaar geleidelijk weg te werken.

7° Financieel plan : een document met een voorbegroting van de activiteit, het aandeel van de lasten voor de bezoldigingen van het artistiek personeel in verhouding tot de personeelsslonden in zijn geheel, het aandeel in de werkingskosten alsook de eigen inkomsten.

8° Eigen inkomsten : alle inkomsten van een operator, met uitzondering van de structurele financiële steun vanwege een overheid.

9° Actietheater : toneelpraktijk die met sociaal en cultureel achtergestelde personen socioculturele doelstellingen nastreeft.

**Art. 2.** Dit decreet beoogt :

1° de rechtspersonen :

a) wier maatschappelijk doel in hoofdzaak behoort tot een of meer hierna vermelde activiteiten :

— de creatie of de productie van vertoningen of de uitgave van werken die uitsluitend behoren tot de domeinen bedoeld in artikel 1, 1°, van dit decreet;

— de promotie of de verspreiding van werken die behoren tot de domeinen bedoeld in artikel 1, 1°, van dit decreet;

— het onderzoek of de voortgezette opleiding die behoort tot de domeinen bedoeld in artikel 1, 1°, van dit decreet, met uitsluiting van materies die behoren tot het kunstonderwijs;

— de informatie, adviezen en andere diensten aangeboden aan professionele podiumkunstenaars;

b) en die administratief of artistiek personeel tewerkstellen, in naleving van de bepalingen van de Belgische sociale wetgeving;

2° de natuurlijke personen die, als vertolkende of scheppende kunstenaars, een bezoldigde activiteit uitoefenen die behoort tot een domein van de podiumkunsten, zonder dat deze activiteit noodzakelijkerwijs hun voornaamst bron van inkomsten is.

Worden niet bedoeld bij dit decreet de personen die zijn in hoofdzaak wijden aan het kinder- en jeugdtoneel in de zin van het decreet van 13 juli 1994 betreffende het kinder- en jeugdtonaal.

De Regering beschrijft de opdrachten van de gezelschappen voor actietheater.

**Art. 3.** § 1. De voorwaarden voor de erkenning of de subsidiëring en hun inwerkingstelling doen geen afbreuk aan de vrijheid van meningsuiting.

§ 2. Onverminderd de bijzondere bepalingen die erop betrekking hebben, kunnen de erkenning en de subsidiëring niet ten goede komen aan, enerzijds, rechtspersonen of, anderzijds, de natuurlijke personen die behoren tot een orgaan of vereniging waarvan bij rechterlijke beslissing genomen bij kracht van gewijsde is gesteld dat deze geen eerbied hebben voor de beginselen van de democratie zoals gesteld in het Europees Verdrag voor de Bescherming van de Rechten van de Mens en van de fundamentele vrijheden, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

## TITEL II. — Adviesinstanties

### HOOFDSTUK I. — Aantal instanties

**Art. 4.** Er wordt :

1° voor het domein van de dramatische kunst, de Raad voor de Dramatische kunst opgericht;

2° voor het domein van de choreografische kunst, de Raad voor de Choreografische kunst opgericht;

3° voor het domein van de klassieke en hedendaagse muziek, de Raad voor de klassieke en hedendaagse muziek opgericht;

4° voor het domein van de niet-klassieke muziek, de Raad voor de niet-klassieke muziek opgericht;

5° voor het domein van de kermis-, circus- en straatkunsten, de Raad voor de kermis-, circus- en straatkunsten opgericht;

6° voor de projecten waarvan de expressievormen meerdere domeinen van de podiumkunsten bestrijken, de Interdisciplinaire Raad van de Podiumkunsten opgericht.

**Art. 5.** Wanneer de Regering vaststelt dat de werkdruk binnen de Raad te hoog is of dat een deel van de behandelen dossiers een grotere en langere expertise vereist, roept de Regering, op eigen initiatief of op voorstel van deze Raad, een bijkomende instantie in het leven.

De Regering bepaalt de benaming en de bevoegdheden van elke aldus opgerichte nieuwe instantie, binnen de perken van artikelen 6 en 7. De aldus vastgelegde opdrachten vallen in dit geval niet meer onder de bevoegdheden van de overeenstemmende Raad.

Er kunnen dus niet meer dan twee instanties bevoegd zijn voor ieder domein bedoeld in artikel 1, 1°, tweede lid, a) tot e).

### HOOFDSTUK II. — Bevoegdheid

**Art. 6.** Naast de bevoegdheden die haar worden verleend door artikelen 45, 50, 55, 61, 65 en 71, formuleert iedere instantie, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, ieder advies of iedere aanbeveling inzake het beleid dat wordt gevoerd op het vlak van de podiumkunsten en waarvoor ze bevoegd is.

### HOOFDSTUK III. — Samenstelling

**Art. 7.** Iedere instantie bestaat uit twaalf leden gekozen onder diegenen die gekend zijn om hun expertise, benoemd door de Regering.

Deze personen kunnen geen lid zijn van de Raad van de Franse Gemeenschap of van de Regering.

Iedere instantie bestaat uit leden die voor de helft de ideologische en wijsgerige strekkingen vertegenwoordigen en voor de andere helft de gebruikers.

**Art. 8.** De Regering duidt, voor iedere instantie, een voorzitter en een vice-voorzitter aan.

Het ene mandaat wordt gegeven aan een lid die de ideologische en wijsgerige strekkingen vertegenwoordigt en het andere aan een lid dat de gebruikers vertegenwoordigt.

Geen enkel lid kan gelijktijdig het mandaat van voorzitter of van vice-voorzitter van een instantie, bedoeld in artikelen 4 en 5, uitoefenen.

**Art. 9.** Een lid kan enkel worden benoemd in een van de instanties bedoeld in artikelen 4 en 5.

Een lid van een intersiciplinaire instantie kan evenwel ook zetelen in een andere instantie.

De Regering kan afwijken van het eerste lid van dit artikel wanneer het onmogelijk is een adviesinstantie op te richten per domein.

#### HOOFDSTUK IV. — *Algemeen*

**Art. 10.** De leden van de adviesinstanties worden aangeduid voor vijf jaar.

Hun mandaten zijn hernieuwbaar. Niemand kan evenwel meer dan twee opeenvolgende mandaten uitoefenen binnen de instanties die onder dit decreet vallen.

**Art. 11.** De mandaten van de leden die de ideologische en wijsgerige strekkingen vertegenwoordigen worden vernieuwd binnen de zes maanden na de volledige vernieuwing van de Raad van de Franse Gemeenschap.

De mandaten van de leden die de gebruikers vertegenwoordigen worden vernieuwd dertig maanden na de vernieuwing van de mandaten van de leden die de strekkingen vertegenwoordigen.

**Art. 12.** Bij ontslag, overlijden, uitsluiting of iedere ander verlof van een lid voorziet de Regering in diens vervanging binnen de twee maanden na de kennisgeving van het ontslag. De plaatsvervanger volbrengt het mandaat van het ontslagnemend lid.

**Art. 13.** De leden van de instanties zetelen persoonlijk.

**Art. 14.** Enkel de leden van de instanties zijn stemgerechtigd.

**Art. 15.** § 1. Het huishoudelijk reglement van iedere instantie wordt gegeven op gewoon verzoek van ieder belangstellend persoon. Hierin staat onder meer de kalender van de werkzaamheden van de adviesinstantie alsook de wijzen voor de oproeping.

De instantie heeft de mogelijkheid om informatie in te winnen bij derden of bij de diensten van de Regering.

§ 2. De leden kunnen geen debatten of beraadslagingen bijwonen die betrekking hebben op dossiers waarin ze privé- of professionele belangen in hebben.

§ 3. De debatten van de instanties gebeuren achter gesloten deuren.

§ 4. De instantie spreekt zich uit binnen de maand wanneer zij geraadpleegd wordt over een reglementair ontwerpbesluit genomen met toepassing van dit decreet. Eens deze termijn is overschreden kan de Regering een beslissing nemen zonder het verslag van de instantie af te wachten.

**Art. 16.** De instantie beslist pas geldig als minstens de helft van haar leden aanwezig of vertegenwoordigd is overeenkomstig de bepalingen voorzien in haar huishoudelijk reglement.

Als het vereiste quorum niet is bereikt, moet de instantie zitting houden binnen de maand en beslist zij geldig ongeacht het aantal aanwezige leden.

De adviezen worden uitgebracht bij gewone meerderheid. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

**Art. 17.** Iedere instantie overhandigt, binnen de drie maanden na het einde van het boekjaar, haar activiteitenverslag van het verstreken jaar alsook de toekomstvooruitzichten die hieruit voortvloeien aan de Conferentie van Voorzitters en Vice-voorzitters.

**Art. 18.** Als twee instanties, opgericht krachtens artikelen 4 en 5, bevoegd zijn voor eenzelfde domein of voor interdisciplinaire projecten, vergaderen ze minstens een maal samen per jaar om hun acties te coördineren.

**Art. 19.** De instanties bevoegd voor klassieke en hedendaagse muziek en voor niet-klassieke muziek vergaderen minstens eenmaal per jaar samen om hun acties te coördineren.

**Art. 20.** De leden van de instantie ondertekenen deontologische code bedoeld in artikel 21, 2°.

### TITEL III. — *Conferentie van Voorzitters en Vice-voorzitters*

#### HOOFDSTUK I. — *Bevoegdheid*

**Art. 21.** Er wordt een Conferentie van Voorzitters en Vice-voorzitters opgericht, welke als opdracht heeft :

1° te waken over de coördinatie van de instanties opgericht krachtens artikelen 4 en 5;

2° binnen de zes maanden na de oprichting ervan, een deontologische code op te stellen voor alle leden van de instanties.

De deontologische code wordt goedgekeurd door de Regering en wordt bekendgemaakt. De code verduidelijkt de procedures voor de uitsluiting van leden bij het niet naleven van de beginselen die zij invoert.

**Art. 22.** De Conferentie van Voorzitters en Vice-voorzitters maakt een algemeen verslag op waarin zij desgevallend voorstellen aanhaalt voor de toekomst. De activiteitenverslagen van iedere instantie worden gevoegd bij het algemeen verslag en maken er wezenlijk deel van uit.

Het algemeen verslag van de Conferentie van Voorzitters en Vice-voorzitters wordt verzonden naar de Regering; zij bezorgt het op haar beurt, uiterlijk op 31 mei volgend op het betrokken boekjaar, aan de Raad van de Franse Gemeenschap en aan het Observatoire des Politiques culturelles en voegt er de omschrijving van haar beslissing bij.

De Regering bezorgt het algemeen verslag aan ieder belangstellend persoon op gewoon verzoek.

#### HOOFDSTUK II. — *Samenstelling*

**Art. 23.** § 1. De voorzitters en vice-voorzitters van de instanties opgericht krachtens artikelen 4 en 5 vormen samen de Conferentie van Voorzitters en Vice-voorzitters.

Als er twee instanties opgericht zijn voor eenzelfde domein of voor interdisciplinaire projecten, zijn enkel de voorzitter van deze instanties lid van de Conferentie.

De voorzitter en vice-voorzitter van de Conferentie worden onder haar leden aangeduid door de Regering.

§ 2. De minister of zijn vertegenwoordiger en de ambtenaar van het bestuur die door de Regering is aangeduid of diens vertegenwoordiger, worden uitgenodigd op de vergaderingen van de Conferentie van Voorzitters en Vice-voorzitters.

#### TITEL IV. — Overlegcomité van de Podiumkunsten

##### HOOFDSTUK I. — *Bevoegdheid*

**Art. 24.** Er wordt een overlegcomité van de Podiumkunsten opgericht.

Het overlegcomité brengt, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, adviezen of aanbevelingen uit over ieder vraagstuk inzake het algemeen beleid op het vlak van de podiumkunsten.

Het wordt voorafgaandelijk geraadpleegd over ieder reglementair ontwerpdecreet of ontwerpbesluit met betrekking tot de beroepssector van de Podiumkunsten.

##### HOOFDSTUK II. — *Samenstelling*

**Art. 25.** § 1. Het Overlegcomité van de Podiumkunsten is samengesteld :

- 1° uit de minister bevoegd voor de Podiumkunsten;
- 2° uit de leden van de Conferentie van Voorzitters en Vice-voorzitters van de adviesinstanties voor de podiumkunsten;
- 3° uit de ambtenaar van het bestuur die is aangeduid door de Regering;
- 4° uit de afgevaardigden van de erkende federaties van beroepsmensen van de Podiumkunsten.

§ 2. De Regering bepaalt het aantal afgevaardigden van de beroepsfederaties die in het comité zetelen.

De Regering duidt, op voorstel van de federaties, de afgevaardigden van iedere federatie aan.

De mandaten van de afgevaardigden hebben een duur van vijf jaar, eenmaal hernieuwbaar.

§ 3. De voorzitter van de Cultuurcommissie van de Raad van de Franse Gemeenschap woont de vergaderingen van het comité bij als waarnemer.

**Art. 26.** De Regering duidt de voorzitter van het overlegcomité aan.

##### HOOFDSTUK III. — *Werking*

**Art. 27.** Wanneer het comité een vraag over het algemeen beleid voorgelegd krijgt, worden de meerderheidsadviezen of uiteenlopende adviezen eveneens opgenomen.

Wanneer het comité geraadpleegd wordt over een reglementair ontwerpdecreet of -besluit zijn de in artikel 25, § 1, 2° en 4°, bedoelde leden stemgerechtigd. De andere leden hebben adviesverlenende stem.

**Art. 28.** Het comité kan zich laten bijstaan door experts of kan iedere andere persoon uitnodigen die hij nuttig acht voor zijn werkzaamheden of opdracht.

Het secretariaat van het comité wordt, onder de leiding van de Voorzitter, waargenomen door een ambtenaar van het bestuur, aangesteld door de Regering.

**Art. 29.** § 1. Het comité stelt zijn huishoudelijk reglement op dat wordt goedgekeurd door de Regering. Dit reglement voorziet onder meer in de besluitvormingsprocedures van het comité.

§ 2. Het comité beslist pas geldig als minstens de helft van zijn leden aanwezig is.

Als het vereiste quorum niet is bereikt, moet het comité zitting houden binnen de maand en beslist het geldig ongeacht het aantal aanwezige leden.

De adviezen worden uitgebracht bij gewone meerderheid. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 3. Wanneer het comité wordt geraadpleegd over een reglementair ontwerpdecreet of -besluit, beschikt het over een maand om zijn advies uit te brengen. Eens deze termijn is overschreden kan de Regering een beslissing nemen zonder het verslag van het comité af te wachten.

#### TITEL V. — *Erkenning*

**Art. 30.** Om te kunnen worden erkend krachtens dit decreet moet de in artikel 2, 1°, bedoelde rechtspersoon, of de in artikel 2, 2°, bedoelde natuurlijke persoon :

- 1° gevestigd of woonachtig zijn in het Franstalig gebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;
- 2° artistieke beroepsactiviteiten of informatieactiviteiten op het getouw zetten alsook raden en andere diensten aangeboden aan de beroepsmensen van de podiumkunsten;
- 3° niet bedoeld worden in artikel 3, § 2, van dit decreet;
- 4° activiteiten organiseren die vooral het grote publiek van de Franse Gemeenschap beogen.

**Art. 31.** § 1. De erkenningsaanvraag wordt gestuurd naar het bestuur dat de Regering hiervan inlicht.

§ 2. Als de aanvrager een rechtspersoon is, omvat de aanvraag volgende elementen :

- 1° een kopie van de statuten ervan die geldig zijn op de dag van de aanvraag, zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*;
- 2° de naam van de personen die de artistieke en administratieve leiding hebben en hun curriculum vitae, het aantal personen die er werken;
- 3° een bijgewerkte lijst van de leden van de raad van bestuur en van de algemene vergadering;
- 4° in voorkomend geval, het activiteitenverslag en de rekeningen en de balans van het voorgaand boekjaar;
- 5° een voorstelling van zijn artistieke en culturele bijdrage.

§ 3. Als de aanvrager een natuurlijke persoon is, omvat de aanvraag de volgende elementen :

- 1° een kopie van zijn identiteitskaart;
- 2° een curriculum vitae;

3° een voorstelling van zijn artistieke en culturele bijdrage.

**Art. 32.** De Regering verleent de erkenning wanneer de voorwaarden gesteld in artikelen 30 en 31 vervuld zijn.

**Art. 33.** De erkenning wordt verleend voor een periode van vijf jaar.

De erkende persoon moet het bestuur op de hoogte houden van iedere wijziging aan de statuten of de in artikelen 30 en 31 gestelde criteria.

Wanneer de erkende persoon de voorwaarden gesteld in artikelen 30 en 31 niet langer naleeft, trekt de Regering diens erkenning in.

**Art. 34.** De Regering bepaalt de procedure voor de erkenning, de vernieuwing van de erkenning, de voorlichting en de beroepsmogelijkheden voor de aanvrager.

De in het eerste lid bedoelde procedure voorziet minstens in :

de voorlichtingswijzen van de aanvrager in geval van weigering van de erkenning of in geval van weigering van de vernieuwing van de erkenning;

in geval van weigering van de erkenning of in geval van weigering van de vernieuwing van de erkenning, de mogelijkheid voor de aanvrager dat zijn aanvraag een advies krijgt van de bevoegde instantie wat betreft de activiteit van de aanvrager alvorens deze opnieuw wordt onderzocht door de Regering.

## TITEL VI. — Financiële steun

### HOOFDSTUK I. — Algemeen

**Art. 35.** Er bestaan vier soorten financiële steun :

1° de beurs;

2° de gerichte steun;

3° de overeenkomst;

4° het programmacontract.

**Art. 36.** § 1. Na raadpleging van de bevoegde instantie legt de Regering per domein en per type activiteit de termijnen vast binnen dewelke de steunaanvragen moet worden gericht aan het bestuur.

§ 2. Het bestuur overhandigt de aanvrager een ontvangstbewijs en controleert binnen de maand over de volledigheid van de elementen van de aanvraag. Als het dossier onvolledig is, stelt het de aanvrager hiervan op de hoogte.

De aanvrager heeft opnieuw een maand om de ontbrekende stukken te verzenden; als de aanvrager na afloop van deze termijn niets van hem heeft laten horen, wordt de aanvraag van rechtswege beschouwd als onontvankelijk.

§ 3. Bij aanvragen van programmacontracten en overeenkomsten worden de in § 2 bedoelde termijnen verdubbeld.

**Art. 37.** De ontvankelijk verklaarde dossiers worden, op volgorde van aankomst, ingeschreven op de agenda van de bevoegde instantie, behalve als het huishoudelijk reglement een aparte onderzoeksprocedure voorziet, per type dossier.

**Art. 38.** De Regering gaat over tot de verlening en de eventuele intrekking van de financiële steun.

**Art. 39.** De financiële steun wordt verleend binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten van de Franse Gemeenschap.

**Art. 40.** Na raadpleging van de bevoegde instantie legt de Regering, per domein en per type activiteit, de minimum- en maximumbedragen vast van de financiële steun.

**Art. 41.** De Regering informeert de begunstigde van een steun over het bedrag en de uitbetalingswijzen.

### HOOFDSTUK II. — Beurzen

**Art. 42.** Er bestaan twee soorten beurzen :

1° de beurs voor steun aan de artistieke creatie;

2° de beurs voor steun aan de voorgezette opleiding of het onderzoek.

**Art. 43.** § 1. Om te kunnen genieten van een beurs voor steun aan de artistieke creatie, moet men :

1° een krachtens dit decreet erkend natuurlijk persoon zijn;

2° zijn origineel creatieproject voorstellen en omschrijven in een intentienota;

3° zijn activiteit of belangstelling voor het domein waarvoor de beurs aangevraagd wordt, laten gelden.

De Regering bepaalt de bijzondere voorwaarden om beurzen te bekomen, per domein of voor interdisciplinaire projecten.

§ 2. Om te kunnen genieten van een beurs voor steun aan de voortgezette opleiding of het onderzoek, moet men :

1° een krachtens dit decreet erkende natuurlijke persoon zijn;

2° de professionele kwaliteit aantonen van de partner waarmee de voortgezette opleiding wordt aangevat;

3° zijn artistiek project en zijn culturele intentie verduidelijken.

Eenzelfde persoon kan niet meer dan drie beurzen voor voortgezette opleiding krijgen.

**Art. 44.** Het bestuur onderzoekt de aanvraag in de vorm van een standaardverslag dat zij nadien doorstuurt naar de bevoegde instantie.

**Art. 45.** De instantie beoordeelt de artistieke waarde van het project.

Zij brengt een met redenen omkleed advies uit over de wenselijkheid om een beurs te verlenen en over het bedrag ervan. Ten dien einde hanteert de instantie onder meer volgende evaluatiecriteria :

1° het artistiek en cultureel belang van het project, met name de originaliteit ervan;

2° de gelijkwaardigheid tussen het bedrag van de aangevraagde beurs en het artistiek project.

**Art. 46.** § 1. De persoon die een beurs krijgt, stuurt het bestuur zijn activiteitenverslag binnen de door de Regering gestelde termijnen.

Wanneer het verslag niet verstuurd is binnen de daartoe voorziene termijnen, richt het bestuur een rappelbrief aan de betrokkene en, bij ontstentenis van een verslag binnen de maand, een ingebrekestelling bij aangetekend schrijven. De termijn om gevolg te geven aan deze ingebrekestelling bedraagt 15 dagen.

Als hij zijn verslag niet overhandigt, kan de begunstigde van de beurs geen aanspraak maken op eender welke andere subsidie.

§ 2. In het geval van een beurs voor steun aan de artistieke creatie, voegt de begunstigde een afschrift erbij van het kunstwerk of, bij gebrek hieraan, elementen die de realisatie ervan bewijzen.

Als de beurshouder van oordeel is dat het uiteindelijke kunstwerk nog niet helemaal voltooid is, preciseert hij dit en deelt hij de realisatiegraad ervan mee.

### HOOFDSTUK III. — *Gerichte steun*

#### *Afdeling I. — Toekenningsvoorwaarden*

**Art. 47.** Om te kunnen genieten van een gerichte steun moet de aanvrager een natuurlijke of rechtspersoon zijn erkend krachtens dit decreet en mag hij geen programmacontract hebben in het domein van de podiumkunsten.

#### *Afdeling II. — Toekenningsprocedure*

**Art. 48.** De aanvraag om gerichte steun omvat de volgende elementen :

1° een beschrijving van het activiteitenproject waarvoor de toelage aangevraagd wordt en, wanneer de aanvraag betrekking heeft op een coproductie, het akkoord tussen de partijen;

2° een voorbegroting voor dit project;

3° een nota over de omvang van de voorziene activiteiten;

4° een spreidingsplan van het project;

5° een beschrijving van het doelpubliek.

**Art. 49.** Het bestuur onderzoekt de aanvraag, in de vorm van een standaardverslag dat zijn nadien doorstuurt naar de bevoegde instantie, op grond van objectieveerbare criteria, namelijk :

1° de potentiële bezoekers;

2° de werkgelegenheidsgraad;

3° de activiteitsgraad;

4° de financiële haalbaarheid van het project.

**Art. 50.** De instantie evalueert de artistieke waarde van het project.

Zij brengt een met redenen omkleed advies uit uit de wenselijkheid om gerichte steun te geven en het bedrag hiervan. Ten dien einde houdt zij rekening met het specifiek karakter van de aanvrager en hanteert zij hierbij met name op de volgende evaluatiecriteria :

1° de artistieke en culturele kwaliteit van het project;

2° de uitstraling ervan in de Franse Gemeenschap;

3° de gelijkwaardigheid tussen het bedrag van de gerichte steun en het artistiek project.

De instantie houdt eveneens rekening met de waardering van de kunstwerken van de hedendaagse auteurs en componisten van de Franse Gemeenschap of het gebruik van de nieuwste vormen en expressies in het betrokken domein.

**Art. 51.** § 1. De persoon die gerichte steun krijgt stuurt zijn activiteitenverslag naar het bestuur binnen de door de Regering gestelde termijnen.

Dit verslag omvat minstens volgende elementen :

1° een artistieke en culturele evaluatie;

2° de, met name artistieke, werkgelegenheidsgraad die het project meebrengt;

3° de activiteitsgraad;

4° het publiek;

5° de balansen en rekeningen van de gesubsidieerde activiteit.

§ 2. Wanneer het verslag niet verstuurd is binnen de daartoe voorziene termijnen, richt het bestuur een rappelbrief aan de betrokkene en, bij ontstentenis van een verslag binnen de maand, een ingebrekestelling bij aangetekend schrijven. De termijn om gevolg te geven aan deze ingebrekestelling bedraagt 15 dagen.

§ 3. Als hij zijn verslag niet overhandigt, kan de begunstigde geen aanspraak maken op eender welke andere subsidie.

### HOOFDSTUK IV. — *Overeenkomsten*

#### *Afdeling I. — Toekenningsvoorwaarden*

**Art. 52.** Om te kunnen genieten van het stelsel van de overeenkomst, moet de aanvrager :

1° een krachtens dit decreet erkende rechts- of natuurlijke persoon zijn;

2° een resultatenrekening en een balans opmaken overeenkomstig de gebruikelijke beginselen en regels van de dubbele boekhouding;

3° gedurende de drie jaren die de aanvraag voorafgaan, een periode van regelmatige beroepsactiviteit aantonen in de sector van de podiumkunsten of, in het jaar voorafgaand aan de aanvraag, kunnen aantonen dat een overeenkomst of een programmacontract ten einde is gekomen tijdens het jaar waarin de aanvraag gebeurde;

4° als het om een eerste overeenkomst gaat, financieel in evenwicht zijn; gaat het om een aanvraag tot hernieuwing van een overeenkomst en wanneer er geen financieel evenwicht is, een saneringsplan hebben die door de Regering is goedgekeurd; gaat het om een aanvrager die geniet van een programmacontract dan ten einde is gekomen en die niet in financieel evenwicht is, beschikken over een saneringsplan dat is goedgekeurd door de Regering;

5° krachtens dit decreet geen ander programmacontract hebben dan dat bedoeld in 3°.

#### *Afdeling II. — Toekenningsprocedure*

**Art. 53.** De aanvraag om een overeenkomst omvat de volgende elementen :

1° een omschrijving van het activiteitenproject waarvoor de overeenkomst wordt aangevraagd;

2° de balans en de resultaatrekening van het voorgaand boekjaar;

3° voor de duur van de overeenkomst :

a) een financieel plan voor dit project;

b) de omvang van de voorziene activiteiten;

c) een omschrijving van het doelpubliek;

4° een omschrijving van de activiteiten die werden ondernomen tijdens de drie laatste jaren minstens, waaronder de activiteiten ondersteund door dit decreet. Gaat het om een vernieuwing, en rekening houdend met het specifiek karakter van de aanvrager, bestaat deze omschrijving ook uit de evolutie van de activiteitsgraad en de jaarfrequentie alsook uit de evolutie van de inkomsten en desgevallend de ticketverkoop en de - artistieke -werkgelegenheidsgraad, die deze activiteit meebrengt;

5° de namen en hoedanigheden van de natuurlijke personen die de operator die de overeenkomst heeft ondertekend, waaronder de artistieke directie.

**Art. 54.** Het bestuur onderzoekt de aanvraag in de vorm van een standaardverslag dat het nadien doorstuurt naar de bevoegde instantie, op grond van objectieveerbare criteria, met name :

1° voor de periode die de overeenkomst dekt :

a) de werkgelegenheidsgraad, met name de artistieke werkgelegenheid;

b) de beoogde activiteitsgraad;

c) het beoogd publiek;

d) de financiële haalbaarheid van het project.

2° gaat het om een vernieuwing, de evolutie, voor de drie jongste jaren, van volgende criteria :

a) de werkgelegenheidsgraad, met name de artistieke werkgelegenheid;

b) de activiteitsgraad;

c) het bereikte publiek;

d) de eigen inkomsten, waaronder desgevallend de ticketverkoop.

**Art. 55.** De instantie evalueert de artistieke waarde van het project.

Zij brengt een met redenen omkleed advies uit uit de wenselijkheid om een overeenkomst te geven en het bedrag hiervan. Ten dien einde houdt zij rekening met het specifiek karakter van de aanvrager en hanteert zij hierbij met name op de volgende evaluatiecriteria :

1° de artistieke en culturele kwaliteit van het project;

2° het uitstralingsvermogen ervan in de Franse Gemeenschap;

3° de gelijkwaardigheid tussen het bedrag van de gevraagde overeenkomst en het artistiek project;

4° de wenselijkheid van een stabilisatie.

De instantie houdt eveneens rekening met de waardering van de kunstwerken van de hedendaagse auteurs en componisten van de Franse Gemeenschap of het gebruik van de nieuwste vormen en expressies in het betrokken domein.

#### *Afdeling III. — Duur*

**Art. 56.** De overeenkomst loopt over een periode van twee of vier jaar.

#### *Afdeling IV. — Inhoud*

**Art. 57.** De overeenkomst bevat minstens de volgende elementen :

1° de datum van inwerkingtreding en de einddatum;

2° het bedrag van de verleende subsidie en de uitbetalingswijzen;

3° de artistieke opdrachten en de doelstellingen voor de subsidiëringsperiode;

4° de activiteiten voorzien voor de periode van de subsidie;

5° de verbintenissen van de operator voor een financieel evenwicht;

6° de wijzen voor de wijziging, schorsing, opzegging en vernieuwing van de overeenkomst;

7° de termijn binnen dewelke de operator zijn activiteitenverslag verzendt naar het bestuur.

#### *Afdeling V. — Evaluatie*

**Art. 58.** § 1. De operator die een overeenkomst heeft, bezorgt het bestuur, op het einde van ieder boekjaar, een activiteitenverslag dat minstens de volgende elementen bevat :

1° een moreel verslag;

2° een balans en de rekeningen van het verstreken boekjaar, opgesteld overeenkomstig de geldende boekhoudkundige wetten en reglementen;

3° het bereikte publiek;

De operator legt eveneens, voor het volgend boekjaar, zijn artistieke projecten en de voorbegroting voor.

§ 2. Wanneer het verslag hem niet is toegestuurd binnen de gestelde termijn, richt het bestuur een rappelbrief aan de operator en bij gebrek aan ontvangst binnen de maand, een ingebrekestelling. De termijn om gevolg te geven aan deze ingebrekestelling bedraagt 15 dagen.

De betaling van de subsidies wordt geschorst totdat de operator het verslag heeft overhandigd.

Als hij zijn verslag niet overhandigt, kan de begunstigde geen aanspraak maken op eender welke andere subsidie.

**Art. 59.** Wanneer de overeenkomst verleend wordt voor een periode van 4 jaar, richt de operator, binnen de drie maanden volgend op twee verstreken boekjaren, een evaluatieverslag naar het bestuur over de mate waarop de overeenkomst al uitgevoerd is.

Het bestuur stuurt dit evaluatieverslag naar de bevoegde instantie binnen de door de Regering gestelde termijnen. Het voegt daarbij commentaar en, desgevallend, voorstellen.

#### *Afdeling VI. — Vernieuwing*

**Art. 60.** Uiterlijk tegen het einde van het eerste kwartaal van het laatste boekjaar dat de overeenkomst dekt, licht de begunstigde van een overeenkomst het bestuur in over zijn wens om deze te vernieuwen.

De aanvrager van de vernieuwing bezorgt het bestuur een bijwerking van de documenten bedoeld in artikel 53 alsook een omschrijving van de activiteiten die zijn ondernomen tijdens de overeenkomst die nu ten einde loopt, meer bepaald de mate waarin de opdrachten ervan zijn vervuld. De vernieuwing van een overeenkomst gebeurt op dezelfde wijze als voor de toekenning van een overeenkomst.

#### *Afdeling VII. — Schorsing, wijziging, opzegging*

**Art. 61.** De wijzen voor de schorsing, wijziging en opzegging worden bepaald door de Regering.

Geen enkele overeenkomst kan worden geschorst, gewijzigd of opgezegd zonder eerst ter advies te zijn voorgelegd aan de bevoegde instantie.

#### *HOOFDSTUK V. — Programmacontracten*

##### *HOOFDSTUK I. — Toekenningsvoorwaarden*

**Art. 62.** Om te kunnen genieten van het stelsel van het programmacontract, moet de aanvrager :

- 1° een krachtens dit decreet erkende natuurlijke of rechtspersoon zijn;
- 2° een resultatenrekening en een balans opmaken overeenkomstig de gebruikelijke beginselen en regels van de dubbele boekhouding;
- 3° gedurende de drie jaren die de aanvraag voorafgaan, genoten hebben van het stelsel van overeenkomst of programmacontract;
- 4° als het om een eerste programmacontract gaat, financieel in evenwicht zijn; gaat het om een aanvraag tot hernieuwing en wanneer er geen financieel evenwicht is, een saneringsplan hebben die door de Regering is goedgekeurd.

#### *Afdeling II. — Toekenningsprocedure*

**Art. 63.** De aanvraag van een programmacontract omvat de volgende elementen :

- 1° een omschrijving van het activiteitenproject waarvoor het programmacontract wordt aangevraagd;
- 2° de balans en de resultaatrekening van het voorgaand boekjaar;
- 3° voor de duur van het programmacontract :
  - a) het financieel plan voor dit project;
  - b) de omvang van de voorziene activiteiten;
  - c) het verspreidings- of promotieplan van het project;
  - d) de omschrijving van het doelpubliek;
- 4° een omschrijving van de activiteiten die werden ondernomen tijdens de drie laatste jaren, waaronder de activiteiten gesteund door de bepalingen van dit decreet over de gerichte steun of de overeenkomst;
- 5° de namen en titels van de personen die de operator die het programmacontract heeft ondertekend en van zijn artistieke directie.

**Art. 64.** Het bestuur onderzoekt de aanvraag in de vorm van een standaardverslag dat het nadien doorstuurt naar de bevoegde adviesinstantie, op grond van objectieve criteria, met name :

- 1° voor de periode die het programmacontract dekt :
  - a) de werkgelegenheidsgraad, met name de artistieke werkgelegenheid;
  - b) de beoogde activiteitsgraad;
  - c) het beoogd publiek;
  - d) het verspreidings- of promotieplan.
- 2° een beschrijving van de evolutie, voor de drie jongste jaren, van volgende criteria :
  - a) de werkgelegenheid, met name de artistieke werkgelegenheid;
  - b) de activiteitsgraad;
  - c) het bereikte publiek;
  - d) de eigen inkomsten, waaronder desgevallend de ticketverkoop;
  - e) het prijsbeleid;
  - f) het aantal voorstellingen en producties;
- 3° de geografische spreiding van de activiteiten en van het publiek;
- 4° de samenwerkingen, desgevallend met andere culturele partners, in gemeenschaps- of internationaal verband;
- 5° de financiële haalbaarheid van het project.

**Art. 65.** De instantie evalueert de artistieke waarde van het project.

Zij brengt een met redenen omkleed advies uit uit de wenselijkheid om een programmacontract te verlenen en het bedrag hiervan. Ten dien einde houdt zij rekening met het specifiek karakter van de aanvrager en hanteert zij hierbij met name de volgende evaluatiecriteria :

- 1° de artistieke en culturele kwaliteit van het project;
- 2° het uitstralingsvermogen ervan in de Franse Gemeenschap of op internationaal vlak;
- 3° de gelijkwaardigheid tussen het bedrag van het gevraagd programmacontract en het artistiek project;
- 4° de wenselijkheid van een stabilisatie.

De instantie houdt eveneens rekening met de waardering van de kunstwerken van de hedendaagse auteurs en componisten van de Franse Gemeenschap of het gebruik van de nieuwste vormen en expressies in het betrokken domein.

#### *Afdeling III. — Duur*

**Art. 66.** De overeenkomst loopt over een periode van vijf jaar.

#### *Afdeling IV. — Inhoud*

**Art. 67.** Het programmacontract bevat minstens de volgende elementen :

- 1° de datum van inwerkingtreding en de einddatum;
- 2° het bedrag van de werkingstoelage en de uitbetalingswijzen ervan;
- 3° de artistieke opdrachten nagestreefd door de operator;
- 4° voor de duur van het programmacontract :
  - a) het deel van de totale lasten aangewend voor de lonen, alsook het deel van de loonmassa aangewend voor de artistieke lonen, uitgedrukt in percentages voor de duur van het programmacontract;
  - b) de werkgelegenheidsgraad;
  - c) de onderschreven verplichtingen, desgevallend, inzake decentralisatie van voorstellingen en inzake coproductie;
  - d) de omvang van de voorziene activiteiten;
- 5° de verbintenissen van de operator voor een financieel evenwicht;
- 6° de wijzen voor de financiële controle door de Franse Gemeenschap;
- 7° de wijzen voor de wijziging, schorsing, opzegging en vernieuwing van het programmacontract;
- 8° de nadere regels in verband met het saneringsplan, als dit nodig zou zijn;
- 9° de termijn binnen dewelke de operator zijn activiteitenverslag verzendt naar het bestuur.

§ 2. De operator heeft de verplichting minstens 12.5 % van de eigen inkomsten zoals bepaald in artikel 1, 8°, van dit decreet, over de periode van zijn programmacontract uit te voeren. Na raadpleging van de bevoegde instanties, legt de Regering de soorten activiteiten vast die krachtens de nagestreefde doelstellingen afwijken van het voorgaand lid.

§ 3. Het programmacontract van een operator die een voorstellingsplaats heeft en waarvan een deel van de subsidie aangewend wordt voor de werking ervan kan deze operator verplichten rechts- of natuurlijke personen die erkend zijn in de zin van dit decreet en die niet zo'n subsidie krijgen, op te vangen of onderdak te geven. De wijzen worden, desgevallend, in het programmacontract verduidelijkt.

#### *Afdeling V. — Evaluatie*

**Art. 68.** § 1. De operator die een programmacontract heeft, bezorgt het bestuur, op het einde van ieder boekjaar, een activiteitenverslag dat minstens de volgende elementen bevat :

- 1° een moreel verslag;
- 2° een balans en de rekeningen van het verstreken boekjaar, opgesteld overeenkomstig de geldende boekhoudkundige wetten en reglementen;
- 3° de bezoekcijfers;
- 4° de mate waarin de verplichtingen gesteld in artikel 67 nagekomen zijn.

De operator legt eveneens, voor het volgend boekjaar, zijn artistieke projecten en de voorbegroting voor.

§ 2. Wanneer het verslag hem niet is toegestuurd binnen de gestelde termijn, richt het bestuur een rappelbrief aan de operator en bij gebrek aan ontvangst binnen de maand, een ingebrekestelling. De termijn om gevolg te geven aan deze ingebrekestelling bedraagt 15 dagen.

De betaling van de subsidies wordt geschorst totdat de operator het verslag heeft overhandigd.

Als hij zijn verslag niet overhandigt, kan de begunstigde geen aanspraak maken op eender welke andere subsidie.

**Art. 69.** De operator richt, binnen de drie maanden voorbij de helft van zijn programmacontract, een evaluatieverslag naar het bestuur over de mate waarop dit al uitgevoerd is.

Het bestuur stuurt dit evaluatieverslag naar de bevoegde instantie binnen de door de Regering gestelde termijnen. Het voegt daarbij commentaar en, desgevallend, voorstellen.

*Afdeling VI. — Vernieuwing*

**Art. 70.** Uiterlijk tegen het einde van het eerste kwartaal van het laatste boekjaar dat het programmacontract dekt, licht de begunstigde van een overeenkomst het bestuur in over zijn wens om dit te vernieuwen.

De aanvrager van de vernieuwing bezorgt het bestuur een bijwerking van de documenten bedoeld in artikel 63 alsook een omschrijving van de activiteiten die zijn ondernomen tijdens het programmacontract dat nu ten einde loopt, meer bepaald de mate waarin de opdrachten ervan zijn vervuld.

De vernieuwing van het programmacontract gebeurt op dezelfde wijze als voor de toekenning van een programmacontract.

*Afdeling VII. — Schorsing, wijziging, opzegging*

**Art. 71.** De wijzen voor de schorsing, wijziging en opzegging worden bepaald door de Regering.

Geen enkel programmacontract kan worden geschorst, gewijzigd of opgezegd zonder eerst ter advies te zijn voorgelegd aan de bevoegde instantie.

**TITEL VII. — Informeren van het « Observatoire des politiques culturelles »**

**Art. 72.** Om er zeker van te zijn dat de activiteiten van de operatoren die actief zijn in de Franse Gemeenschap bijgewerkt worden en dat de evolutie ervan wordt bijgehouden, stuurt het bestuur alle relevante documenten naar het « Observatoire des politiques culturelles ». Het stuurt met name de activiteitenverslagen en de bijgewerkte gegevens die hem worden toegestuurd door de operatoren telkens wanneer gevraagd wordt om de meerjarensteun te vernieuwen.

**TITEL VIII. — Vertegenwoordigers van de Regering en van de intendanten**

**Art. 73.** Na advies van de bevoegde instantie kan de Regering, wanneer de toestand van de operator dit verantwoordt, de toekenning van subsidies ondergeschikt maken aan de aanwezigheid van een van haar vertegenwoordigers in de beheersorganen van de operatoren met een overeenkomst of een programmacontract.

De Regering bepaalt de opdrachten die zij toevertrouwt aan deze vertegenwoordiger en deelt de inhoud ervan mee aan de betrokken operatoren.

**Art. 74.** De Regering duidt een of meer intendanten aan die de volgende algemene taken uitvoeren :

1° de gesubsidieerde operatoren alle raad geven inzake financieel en administratief beheer, geheel in naleving van de bepalingen van artikel 3;

2° de diensten van de Regering steun verlenen bij de samenstelling en evaluatie van de overeenkomsten en de programmacontracten;

3° erop toezien dat de beslissingen van de gesubsidieerde operatoren in overeenstemming zijn met de geldende wetten, decreten, besluit en reglementen.

De Regering kan intendanten benoemen die bevoegd zijn voor bijzondere domeinen, zoals bepaald in artikel 1, 1°.

De Regering kan een coördinator voor de intendanten aanstellen, welke instaat voor de organisatie en algemene coördinatie van hun werkzaamheden.

De Regering bepaalt de bevoegdheden en middelen waarover de intendanten beschikken om hun taken goed uit te voeren.

**Art. 75.** De intendanten brengen over hun taken verslag uit bij de Regering, de bevoegde instantie en het « Observatoire des politiques culturelles ».

**Art. 76.** § 1. Wanneer een operator met een programma-contract of met een overeenkomst niet in financieel evenwicht is, moet hij binnen de maand na de vaststelling van deze onevenwicht, een saneringsplan ter goedkeuring aan de Regering voorleggen om terug financieel gezond te worden.

Dit saneringsplan wordt ter advies voorgelegd aan de bevoegde intendant.

Als de operator zijn saneringsplan niet voorlegt binnen de in het eerste lid bedoelde termijn, legt de Regering een saneringsplan op.

§ 2. Wanneer de operator met een programmacontract of met een overeenkomst niet in financieel evenwicht is en dat diens balans, op het einde van een boekjaar, een overschot vertoont waarbij het in omloop zijnd kapitaal op het circulerende activa herhaaldelijk leidt tot procedure die tegen hem wordt ingezet door derder-schuldeisers, of dat deze toestand dreigt te leiden tot een stopzetting van betaling, legt de Regering, die op de hoogte is gebracht van dit type procedure, een saneringsplan op.

§ 3. Als de operator weigert zich te schikken naar het door de Regering opgelegd saneringsplan, wordt deze ontzet uit zijn recht op de subsidie en wordt het programmacontract of de overeenkomst van rechtswege opgezegd.

§ 4. De Regering belast een of meer intendanten met de controle van de uitvoering van het saneringsplan en gelast hen bij haar én bij de bevoegde adviesinstantie verslag uit te brengen. Het niet naleven van het saneringsplan door een operator leidt tot de ontzetting uit zijn recht op de toelage en wordt het programmacontract of de overeenkomst van rechtswege opgezegd.

**TITEL IX. — Slotbepalingen****HOOFDSTUK I. — Opheffings- en wijzigingsbepalingen**

**Art. 77.** § 1. Worden opgeheven :

1° het kaderdecreet van 5 mei 1999 betreffende de erkenning en subsidiëring van de beroepssectoren van de Podiumkunsten;

2° het koninklijk besluit van 9 september 1981 houdende oprichting van de Hoge Raad voor Dramatische Kunst, verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 8 juni 1984, gewijzigd door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van België van 27 maart 1986, verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 19 juli 1986;

3° het besluit van 30 december 1988 tot instelling van een Adviescommissie voor de Danskunst;

4° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van België van 22 januari 1990 houdende maatregelen tot steunverlening aan projecten in verband met creatie en verspreiding inzake toneelkunst, gewijzigd bij het besluit van 2 mei 1990, gewijzigd bij het besluit van 16 mei 1997;

5° het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 28 maart 1990 houdende instelling van een Commissie van advies voor muziekcompositie;

6° het besluit van de Executieve van 21 juni 1990 tot instelling van een Commissie van advies voor de niet-klassieke muziekgenres.

§ 2. Artikel 15, 4°, van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering tot oprichting van het « Observatoire des politiques culturelles » van 26 april 2001 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« de Voorzit(s)ter van de Conferentie van Voorzitters en Vice-voorzitters van de beroepssector voor de Podiumkunsten of zijn vertegenwoordiger ».

#### HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 78.** § 1. Dit decreet is van toepassing op de lopende programmacontracten en overeenkomsten.

§ 2. De operatoren met een programmacontract of een overeenkomst alsook de operatoren die een gerichte subsidie ontvangen hebben binnen de drie jaar vóór de inwerkingtreding van dit decreet, worden geacht te zijn erkend in de zin van dit decreet.

Een erkenningsbesluit wordt hen toegestuurd binnen de zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet.

**Art. 79.** Tot de inwerkingtreding van de besluiten bedoeld in artikelen 2, derde lid, en 67, § 2, tweede lid, van dit decreet, vallen de gezelschappen die erkend zijn als behorend tot het actietheater, zoals bepaald in artikel 1, 9°, niet onder dit decreet.

**Art. 80.** De Regering kan, als afwijkingsmaatregel en tot 1 januari 2004, programmacontracten afsluiten met operatoren die niet voldoen aan artikel 62, 3°.

**Art. 81.** § 1. De adviesinstanties van de sector van de podiumkunsten die bestaan op de datum van inwerkingtreding van dit decreet blijven werken zolang deze niet zijn vervangen door Raden opgericht met toepassing van dit decreet. Zij passen alle bepalingen van dit decreet toe, met uitzondering van de bepalingen inzake de samenstelling van de adviesinstanties.

§ 2. In afwijking op artikel 10 van dit decreet, komen de mandaten van de leden die de ideologische en wijsbegeerige strekkingen vertegenwoordigen, ten einde bij de eerste vernieuwing van de Raad van de Franse Gemeenschap die volgt op de inwerkingtreding van dit decreet.

De mandaten van de leden die de gebruikers vertegenwoordigen komen ten einde 30 maanden na deze vernieuwing.

**Art. 82.** Artikel 24, tweede en derde lid, van dit decreet treedt in werking op de dag dat het besluit genomen krachtens artikel 25, § 2, tweede lid, van kracht wordt.

Het in artikel 22, tweede lid, bedoeld verslag wordt een eerste maal overhandigd uiterlijk op 31 mei 2005.

**Art. 83.** Dit decreet treedt in werking op een datum bepaald door de Regering en uiterlijk op 1 januari 2004.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 10 april 2003.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang  
en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,  
Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota

*Zitting 2002-2003.*

*Documenten van de Raad.* — Ontwerpdecreet, nr. 359-1. — Commissie-amendementen, nr. 359-2. — Verslag, nr. 359-3

*Integraal verslag.* Bespreking en aanneming. Zitting van 8 april 2003.